Declaration De Politique Generale Et Allocution D'achim Steiner, Sous-secretaire General Des Nations Unies Et Directeur Executif Du Programme Des Nations Unies Pour L'environnement

Ouverture De La 10e Session Extraordinaire Du Conseil D'administration Et Forum Ministeriel Mondial Sur L'environnement (Ca/fmme)

20 Février, Monaco

PNUE

Programme Des Natons Unies Pour L'environnement

20 février, Monaco _ Votre Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco, Votre Excellence Ricardo Dobles, Ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica, Président du Conseil d'Administration ; Votre Excellence Robert Calcagno, Ministre de l'environnement de la Principauté de Monaco ;

Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Délégués de la société civile, du monde des affaires et de la communauté scientifique, Mesdames et Messieurs de la famille des Nations Unies, Monsieur le Secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique, Monsieur le Directeur général de l'Organisation internationale du travail, Madame la Directrice exécutive adjointe d'ONU-HABITAT représentant la Directrice exécutive, Collègues de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce, Chefs exécutifs des Accords multilatéraux sur l'environnement, Madame la Présidente et Directrice du Fonds pour l'environnement mondial, Collègues et amis, Mesdames et Messieurs,

Le PNUE est heureux de tenir sa 10e Session extraordinaire du Conseil d'administration et Forum ministériel mondial sur l'environnement ici à Monaco. La Principauté est célèbre à plus d'un titre. Mais elle s'impose de plus en plus comme championne internationale de l'environnement, associant ses couleurs à un palmarès résolument vert avec, et non des moindres, la protection du milieu marin. Ceci est dû pour une part non négligeable à la créativité et à l'engagement du Chef d'État de Monaco, Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II que je suis heureux et honoré d'accueillir ici aujourd'hui.

Mobilisation De La Societe Et Campagne Pour Un Milliard D'arbres

Notre Conseil d'administration s'ouvre deux mois après que l'attention du monde se soit portée sur les négociations sur le climat à Bali. M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, a appelé à la mobilisation générale contre le changement climatique en 2008 afin de poursuivre le formidable élan de 2007. Le PNUE est heureux d'élargir son soutien en transformant, à la demande générale, la Campagne pour un milliard d'arbres de 2007 en une campagne pour deux milliards d'arbres en 2008.

La Campagne pour un milliard d'arbres a été conçue pour faire agir les gens. C'est ce qui s'est produit et continue de se produire

Sous le parrainage inspirant et dynamique de S.A.S. le Prince Albert II et de la lauréate du Prix Nobel de la paix Wangari Maathai, l'idée a germé au cours de la réunion de la Convention sur le climat en 2006. Le résultat est véritablement extraordinaire. En un an seulement, un milliard et demi d'arbres ont été plantés dans 150 pays environ. Des chefs d'États, parmi lesquels les présidents d'Indonésie, des Maldives, de Mauritanie, du Mexique, de Turquie et du Turkménistan, des chefs d'entreprises, des villes, des groupes confessionnels, des communautés et des jeunes, ainsi que des individus se sont enthousiasmés pour la campagne. C'est la preuve, s'il en fallait une, que dans le monde entier le public veut des actions concrètes en matière de changement climatique et que des millions d'individus sont prêts à retrousser leurs manches pour montrer leur engagement.

QUELQUES POINTS MARQUANTS DE LA CAMPAGNE POUR UN MILLIARD D'ARBRES

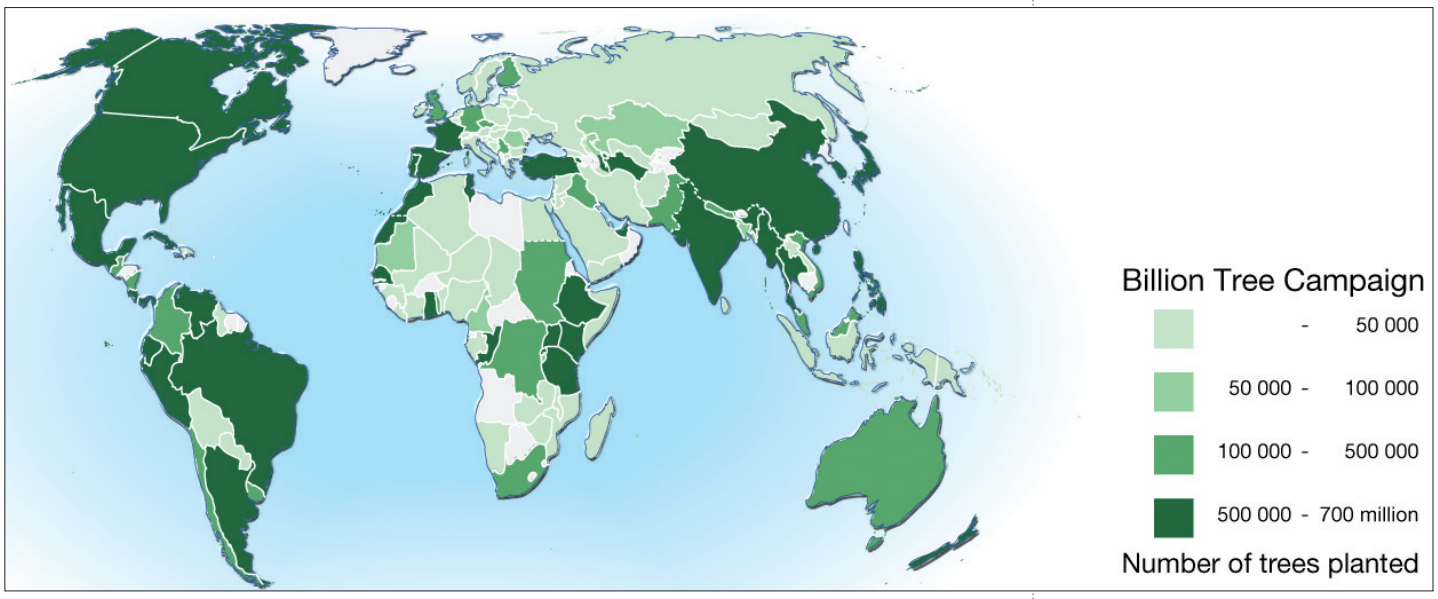
- ***10,5 millions d'arbres ont été plantés en une seule journée dans l'État d'Uttar Pradesh en Inde.***
- ***35 millions de jeunes se sont mobilisés en Turquie.***
- ***500 000 écoliers ont pris part à la campagne en Afrique sub-saharienne et au Royaume-Uni.***

La Campagne pour un milliard d'arbres a été conçue pour faire agir les gens. C'est ce qui s'est produit et continue à se produire. Son succès est celui d'une responsabilisation à tous les niveaux, qui renforce votre volonté, celle des leaders politiques, et la nôtre aux Nations Unies, de retrousser nos manches dans les jours et les mois à venir pour définir et promouvoir des mesures concrètes pour faire face au changement climatique.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite centrer ma déclaration de politique générale sur deux thèmes centraux liés entre eux :

- la transformation de l'économie mondiale « brune » en une économie moderne « verte » du 21e siècle ;



- l'évolution et la transformation du PNUE en une organisation centrée sur sa mission, réactive et axée sur les résultats ; une organisation mieux armée pour saisir les opportunités tout en étant capable de faire face aux enjeux du développement durable.

Permettez-moi de commencer par le PNUE.

La Transformation Du Pnue

- Au dernier Conseil d'administration à Nairobi, j'avais insisté sur notre détermination à réformer l'institution. Pour y parvenir j'ai mis sur pied en mars dernier, en concertation avec mon Conseil de gestion, une Equipe de la mise en œuvre stratégique chargée de diriger et soutenir ces réformes.

Nous avons bien progressé dans le calendrier des réformes et même pris de l'avance avec déjà quelques résultats-clés.

La Stratégie à moyen terme (SMT) à l'horizon 2010-2013 qui vous est présentée pour approbation est l'un des fruits de ce travail. Son développement est le résultat d'un processus ouvert, transparent et global mené avec notre Comité des Représentants permanents (CRP) sous la présidence éclairée de Son Excellence Antonio José Rezende De Castro, ancien Ambassadeur et Représentant permanent du Brésil.

Ce processus de consultation a donné le ton pour un engagement nouveau et plus fort avec le CRP. Ce processus global a également bénéficié de la sagesse et des connaissances du personnel du PNUE, des Secrétariats des conventions administrées par le PNUE, des représentants de la société civile et du secteur privé. La SMT reflète ainsi un nouvel effort de collaboration, d'échanges et d'ouverture dans la formulation des orientations stratégiques du PNUE.

Cette stratégie, conforme au mandat du PNUE, repose principalement sur la science et elle définit six priorités thématiques transversales visant à renforcer et recentrer la réponse du PNUE.

- Changement climatique ;
- Catastrophes et conflits ;
- Gestion des écosystèmes ;
- Gouvernance environnementale ;
- Substances toxiques et déchets dangereux ;
- Efficacité des ressources, consommation et production durables.

La définition des priorités thématiques transversales sert à recentrer les efforts du PNUE sur son rôle précis et lui permettra de mieux répondre à son mandat. Cela n'implique pas nécessairement un rôle global de leadership pour le PNUE, ce que je tiens à souligner dans le contexte de notre travail sur le changement climatique.

Il existe de nombreuses interconnexions et synergies positives entre les six priorités thématiques transversales. On cherchera à obtenir des résultats mutuellement bénéfiques, par exemple par les liens entre d'une part, la lutte contre le réchauffement et l'adaptation au changement climatique et d'autre part, la gestion durable des écosystèmes.

Ces priorités thématiques ont en commun quatre grands objectifs transversaux :

- Améliorer nettement la capacité du PNUE pour l'application du Plan stratégique de Bali concernant l'appui technologique et le renforcement des capacités ;
- Mieux appréhender notre rôle en tant que programme environnemental des Nations Unies ;
- S'assurer que les interventions du PNUE se fondent sur des connaissances scientifiques solides ;
- Appliquer pleinement la gestion axée sur les résultats.

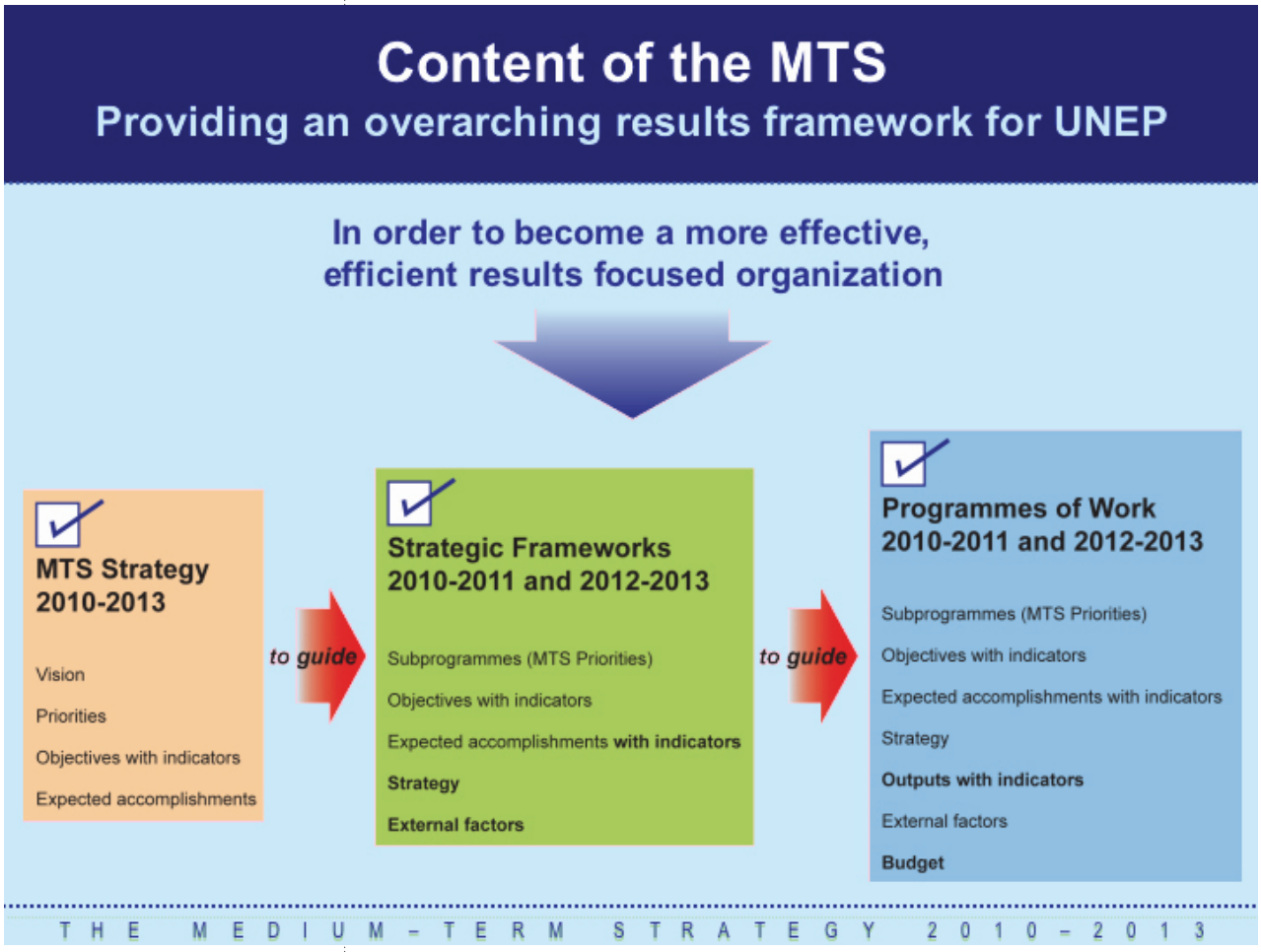
La Strategie à moyen terme, conformément au mandat du PNUE, repose principalement sur la science. Elle définit six priorites thematiques transversales visant a renforcer et recentrer la réponse du PNUE

La SMT a été développée avec une bonne année d'avance. Elle peut donc servir de guide à l'élaboration du plan stratégique et du programme de travail 2010-2011. Son approbation m'indiquera la voie à suivre, comme Directeur exécutif, pour répondre à vos attentes d'un PNUE plus efficace, centré sur sa mission et ses résultats.

Les Autres Transformations Du Pnue – Le Secretariat

Nous travaillons à une transition vers une organisation entièrement axée sur les résultats pour le programme de travail 2008-2009, notamment par l'élaboration de nouveaux plans de travail, recentrés et chiffrés.

L'approche intégrée pour « l'égalité de genre » continue à fortement progresser. Une conseillère pour les questions liées au genre et un réseau de 35 personnes focales – l'Équipe pour « l'égalité de genre » - travaillent aujourd'hui au siège et dans les bureaux régionaux pour que cette dimension se reflète concrètement dans notre programme de travail. Axé sur l'égal accès des femmes, le recrutement de personnel a donné des résultats positifs en 2007. C'est presque 50 pour cent des recrutements à des postes professionnels qui ont été pourvus par des femmes, contre 23 pour cent en 2006.



Au cours des douze derniers mois, nous avons connu des innovations dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, notamment avec la mise en place d'un tout premier service Intranet à la dimension de l'organisation pour le partage de l'information en interne, le développement de la base de données d'experts du PNUE et une plus grande bande passante pour améliorer la connexion de notre siège avec l'extérieur.

Un nouveau cadre de responsabilisation de gestion a été élaboré et mis en œuvre au niveau des cadres de haut niveau. Il est complété par des règles de délégation d'autorité en matière de gestion des programmes, de ressources humaines et d'achats publics.

UNEP Female Appointments: Professional Positions and Above

	2006	2007
Percent of female appointments to P+	33%	50%
Female appointments to Managerial positions+	18%	47%

Le PNUE a réintégré les fonctions de gestion financière précédemment externalisées et a renforcé les fonctions de gestion organisationnelle par la création de la Section de l'assurance qualité et la Section des services internes.

Plus de 120 membres du personnel ont été formés aux processus de programmation commun des pays des Nations Unies au cours des six derniers mois afin qu'ils puissent être « Unis dans l'action ». L'étude sur la présence stratégique a été complétée pour aider le PNUE à faire évoluer sa présence globale et régionale et son modèle de service.

Voila quelques-uns des progrès accomplis par le PNUE pour répondre à vos attentes, aux nôtres et à celles de la communauté mondiale.

L'economie Verte Vue A La Lumiere Du Changement Climatique

En 2007, le changement climatique qui n'était qu'une préoccupation parmi tant d'autres, a été propulsé au centre des débats scientifiques et politiques dans le monde. Ceci est dû pour une large part au Quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le GIEC, qui rassemble plus de 2000 scientifiques et experts, a été créé il y a vingt ans par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Près de 50 pour cent des recrutements à des postes professionnels ont été pourvus par des femmes, contre 23 pour cent en 2006

Je ne m'étendrai pas sur leurs nouvelles découvertes ni leurs évaluations d'impact de plus en plus claires et préoccupantes. Elles sont bien connues de vous tous car elles ont attiré les feux des projecteurs des médias épaulés par les services de communication du PNUE et de l'OMM.

Le PNUE tire également fierté d'avoir contribué aux chapitres consacrés aux adaptations. Cela a été possible grâce à un projet d'évaluation des impacts et adaptations au changement climatique de 9 millions de dollars financé par le Fonds pour l'environnement mondial (Assessments of Impacts and Adaptations to Climate Change/AIACC). La contribution à ce projet de Madame Balgis Osman, membre du Haut conseil pour l'environnement et les ressources naturelles du Soudan, a été l'une des multiples raisons qui a motivé le PNUE à lui décerner le prix 2008 des Champions de la terre.

Évaluation Des Impacts Et Adaptations Au Changement Climatique

À Arbaat, diverses mesures pratiques et institutionnelles ont été testées, notamment la collecte des eaux pluviales et la plantation d'arbres, des dispositifs de microcrédits, des ateliers d'alphabétisation pour les femmes et des formations à des pratiques agricoles plus performantes.

Le travail accompli à Arbaat s'est traduit par une augmentation de 12 pour cent de la productivité des terres et de près d'un cinquième de la production agricole conjuguée à une amélioration de la quantité et de la qualité de l'eau (Soudan – AIACC décembre 2007).

La transition vers une société à faible carbone est un pilier central sur lequel devraient s'appuyer les réformes du PNUE

Cependant, notre principale initiative consiste à mettre en évidence les opportunités déjà soulignées dans le Quatrième rapport d'évaluation du GIEC : potentiel de transformations par une transition vers une société à faible carbone. Il s'agit là d'un pilier central sur lequel devraient s'appuyer les réformes du PNUE.

Le GIEC évalue les dépenses liées à la lutte contre les pires impacts du changement climatique à un petit 0,1 pour cent – ou tout au plus à quelques dixièmes d'un pour cent – du PIB annuel sur trente ans. Dans certains secteurs comme celui des améliorations de l'efficacité énergétique des bâtiments, il n'y aurait en fait pas de coûts mais plutôt des bénéfices. Pour concrétiser les conclusions du rapport du GIEC – de même que d'autres résultats éloquents comme ceux de Sir Nicholas Stern pour le Trésor public de Grande Bretagne et la CCNUCC – la question de la mobilisation financière est centrale. Voilà pourquoi c'est le thème principal du CA/FMME. Vous avez, en qualité de ministres de l'environnement, placé le défi du réchauffement de la planète au cœur des débats. Le monde attend maintenant de vous des recommandations et votre « leadership » sur la manière de répondre à ce défi. La mobilisation financière est déjà à l'œuvre grâce, en partie, à l'impact du Protocole de Kyoto et de ses mécanismes de marché, et à la perspective de réductions des émissions plus drastiques après 2012.

Le Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto pourrait dégager jusqu'à cent milliards d'investissements dans des projets d'énergies propres et de foresterie dans les pays en développement. La décision d'inclure la réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation dans la feuille de route de Bali à la réunion sur le changement climatique en Indonésie, de même que l'annonce par la Norvège d'une aide concrète de 2,7 milliards de dollars sont également des facteurs de transformation.

Permettez-moi de citer quelques exemples supplémentaires :

- Le dispositif des Principes pour des investissements responsables institué en 2006 par l'Initiative financière du PNUE et le Pacte mondial, compte maintenant 275 institutions financières avec des actifs de 13 billions de dollars.

- L'initiative de financement de l'énergie durable (SEFI) émerge comme un réseau très actif de financiers. L'année dernière le rapport de la SEFI a montré comment les capitaux se mobilisent dans les secteurs à faible carbone. En 2006 l'ensemble des transactions a dépassé le cap des 100 milliards de dollars et a atteint près de 160 milliards en 2007.

- En 2008 le PNUE lancera une nouvelle alliance pour le financement de l'énergie durable qui rassemblera des agences de financement publiques de premier plan investissant dans le développement du secteur des énergies propres.

Certains ont demandé pourquoi le PNUE et le Forum ministériel mondial sur l'environnement devraient s'intéresser à la question du financement. L'un de nos objectifs-clés pour les deux prochaines années doit être d'examiner la question du financement des réponses à adopter face au réchauffement mondial. La plupart des discussions analytiques et de politiques publiques ont insisté sur les coûts plutôt que sur les retours sur investissement d'une économie plus efficace sur le plan de l'énergie et des ressources.

L'un de nos objectifs-clés pour les deux prochaines années doit être d'examiner la question du financement des réponses à adopter face au réchauffement climatique

Le PNUE n'est pas une banque et n'aspire pas à le devenir. Son travail consiste plutôt à tenter de réduire les barrières au développement des marchés, d'élaborer de nouveaux concepts d'incitation financière si nécessaire et de développer la capacité et la connaissance dont les banques ont besoin pour mobiliser l'investissement dans les nouveaux secteurs liés au climat.

Le rôle du PNUE consiste à repousser les frontières de l'investissement pour l'environnement au-delà de l'orthodoxie habituelle des institutions et des marchés financiers.

En collaboration avec la Fondation des Nations Unies et la Fondation Shell, le PNUE a aidé deux des plus grands groupes bancaires indiens – Canara Bank et Syndicate Bank – à créer un marché du crédit pour assister les villages ruraux à s'équiper de systèmes pour la production d'électricité solaire. Dans le sud de l'Inde, 100 000 personnes en ont bénéficié et aujourd'hui cette initiative s'autofinance par un réseau d'une vingtaine de banques. En 2007, ce Programme a reçu le prestigieux Prix Mondial de l'Energie.

En Tunisie, une initiative similaire de marché du crédit a été mise sur pied pour inciter les banques à financer des systèmes de chauffe-eau solaires. Avec plus de 20 000 systèmes financés, le volume du marché annuel a augmenté de plus de 700 pour cent depuis 2004. Ces résultats positifs ont encouragé le gouvernement tunisien à légiférer pour diminuer la dépendance du pays par rapport au gaz de pétrole liquéfié utilisé par les chauffe-eau en aidant les propriétaires à convertir leurs installations au solaire.

Le PNUE, avec des partenaires comme le PNUD et la Banque mondiale, aide une trentaine de pays en développement à renforcer leurs capacités pour accéder aux

Les partenariats entre le PNUE et le FEM pour l'évaluation des ressources solaires et éoliennes ont permis de "trouver" 10 millions de mégawatts d'énergie solaire et éolienne dans 26 pays en développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine, ce qui va faciliter le développement des secteurs public et privé

marchés du carbone et ainsi financer des infrastructures plus respectueuses de l'environnement. Ces initiatives de plusieurs millions de dollars, y compris celles inscrites dans le plan-cadre de Nairobi, sont regroupées sous le programme CD4CDM (Renforcement des capacités pour le mécanisme de développement propre), le plus important de cette nature.

Il existe d'autres moyens de réduire les contraintes et les risques posés par la révolution des énergies renouvelables. Le potentiel d'électricité géothermique en Afrique est évalué à 7000 mégawatts. Grâce à un financement du FEM, le PNUE et la Banque mondiale sont sur le point de lancer le programme géothermique ARGeo du Rift africain. Ce projet de 17 millions de dollars garantira les risques posés par le forage, ce qui devrait rassurer le secteur privé et l'amener à construire des centrales géothermiques dans des pays comme le Kenya jusqu'à Djibouti.

Les partenariats entre le PNUE et le FEM pour l'évaluation des ressources solaires et éoliennes ont permis de « trouver » 10 millions de mégawatts d'énergie solaire et éolienne dans 26 pays en développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine, ce qui va faciliter le développement des secteurs public et privé.

Avec un soutien de 20 millions de dollars du FEM et de la Fondation des Nations Unies, le PNUE travaille également avec des banques de développement en Asie et en Afrique pour chercher des financements auprès du secteur privé en faveur d'entrepreneurs du secteur des énergies propres. A ce jour, plus de 50 entreprises spécialisées dans les technologies et les services d'énergies propres ont été financées en Afrique, au Brésil et en Chine.

Nous nous employons à stimuler l'efficacité énergétique dans un secteur qui consomme 40 pour cent de l'énergie mondiale et génère un tiers des émissions de gaz à effet de serre. Je veux parler de l'Initiative bâtiments et construction durable du PNUE.

Avec le secteur des assurances, nous développons divers mécanismes, notamment des produits et autres instruments, afin d'aider les développeurs d'énergies renouvelables à gérer les impondérables, par exemple des vitesses de vent trop faibles ou un approvisionnement en biomasse incertain.

En 2007, le PNUE a été invité à se joindre au conseil de l'Indice de durabilité des entreprises de BOVESPA, la bourse du Brésil qui, avec l'Afrique du Sud, se fait le champion des causes environnementale, sociale et de gouvernance sur les marchés des pays en développement.

Ces exemples parmi des centaines d'autres - et vous débattrez de quelques-uns d'entre eux ici à Monaco - prouvent indiscutablement qu'investir dans la transformation de notre économie est viable et quantifiable.

La Croissance Verte – Le Processus De Marrakech

Le plan-cadre de programmes décennaux sur la consommation et la production durables inscrit dans le processus de Marrakech est central au mandat du PNUE et crucial à la transformation du monde en une entité plus verte, plus économe et plus efficace dans l'utilisation des ressources de la planète.

En réponse aux résultats du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002, le PNUE promeut des cycles de vie des produits et des chaînes d'approvisionnement plus durables et il étend ses travaux dans ce domaine.

Grâce à un financement de gouvernements et de la Commission européenne, nous venons de mettre sur pied un Groupe international pour la gestion durable des ressources. Le recyclage des métaux et les biocarburants sont deux secteurs-clés de la première phase de son travail. Il s'agit d'un service d'analyse scientifique que le PNUE peut fournir pour aider à la définition des politiques publiques et aux choix d'investissement dans ces secteurs.

EFFICACITE DES RESSOURCES

« Quadrupler la productivité des ressources dans le monde (doubler la richesse tout en réduisant de moitié l'utilisation des ressources) est la voie la plus indolore vers le développement durable. » Ce sont les propos tenus par Ernst Ulrich von Weizsaecker, Doyen de la Donald Bren School of Environmental Science and Management de l'Université de Californie et Co-président du Groupe international pour la gestion durable des ressources du PNUE. (World Science Forum – Budapest 9 novembre 2007)

L'economie Verte : Des Partenariats Nouveaux Et En Rapide Evolution

Les interactions entre changement climatique et commerce sont aujourd'hui au centre des travaux menés conjointement par le PNUE et l'Organisation mondiale du commerce. Sont notamment étudiés comment les barrières tarifaires à l'importation peuvent pénaliser l'avancée généralisée des produits et des technologies respectueuses de l'environnement.

La Croissance Verte est aussi une question d'emplois et tout spécialement d'emplois décents

La croissance verte est aussi une question d'emplois et tout spécialement d'emplois décents. Je me réjouis que nous ayons parmi nous aujourd'hui Juan Somavia, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (BIT), et des représentants influents de la Confédération syndicale internationale (CSI).

Cela traduit l'évolution rapide d'un partenariat souligné au dernier Conseil d'administration à Nairobi, cimenté à Bali et confirmé ici à Monaco. Cette semaine, nous présentons un rapport sur les emplois verts, aperçu d'un travail de recherche mené par un groupe comprenant entre autres le PNUE, le BIT et la CSI .

Un seul fait suffit peut-être à traduire la dimension de la mutation en cours dans les usines et les bureaux du monde entier. Il y a aujourd'hui 2,3 millions de personnes employées dans l'industrie des énergies renouvelables, soit davantage à présent que dans le secteur gazier et pétrolier.

EMPLOIS VERTS

Aux États-Unis seulement, on estime qu'en 2005 l'industrie de l'environnement a créé plus de 5,3 millions d'emplois, soit dix fois plus que l'industrie pharmaceutique américaine.

Dans certains pays européens comme l'Espagne, les programmes d'énergie renouvelable ont à peine dix ans, mais ils ont déjà créé plusieurs centaines de milliers d'emplois.

La ville indienne de Delhi met en service de nouveaux autobus écologiques au gaz naturel comprimé qui créeront 18 000 nouveaux emplois.

Au Brésil, le programme éthanol a créé un demi-million d'emplois et le programme de diesel biologique est conçu spécialement au profit de centaines de milliers de fermiers, composés en majorité de petits exploitants en situation de pauvreté.

D'ici 2020, l'Allemagne comptera plus d'emplois dans le secteur des technologies environnementales que dans toute l'industrie automobile.

En Europe, 20 pour cent d'augmentation de l'efficacité énergétique entraînerait la création d'environ un million d'emplois. Il en serait de même dans les pays émergents et les pays en développement.

La Chine est le leader mondial dans le secteur du chauffage solaire. Totalisant des recettes d'environ 2,5 milliards de dollars en 2005, ce sont plus de mille fabricants chinois au moins qui emploient plus de 150 000 personnes. Selon des estimations des installations futures un important potentiel de croissance d'emplois dans ce secteur est à prévoir.

Le PNUE est également devenu un partenaire actif de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies dans le domaine du changement climatique. Nous travaillons maintenant avec d'autres partenaires des Nations Unies, notamment avec l'ONUSIDA, sur les impacts du changement climatique pour les populations touchées par le VIH.

Le siège des Nations Unies prend aussi part à cette transformation. D'ailleurs la nouvelle impulsion donnée aux questions du changement climatique résulte, pour une large part, de l'engagement personnel du Secrétaire général des Nations Unies d'apporter une réponse cohérente de l'ensemble du système onusien.

Le PNUE apporte tout son soutien au Secrétaire général et à son personnel dans ces efforts et nous avons joué un rôle important dans le succès de l'événement de haut niveau sur le changement climatique qui s'est tenue à New York l'année dernière.

Ce mois-ci, le PNUE a apporté sa contribution au débat thématique de deux jours sur le changement climatique à l'Assemblée générale, auquel j'ai d'ailleurs participé, afin de renforcer la volonté politique de parvenir à un accord mondial d'ici 2009.

L'economie Verte A La Lumiere De Geo4 – L'avenir De L'environnement Mondial

Malgré quelques succès, la réponse internationale aux défis du développement durable échoue tout simplement à contrebalancer la vitesse et l'ampleur du changement

Le changement climatique ouvre une fenêtre mettant en évidence l'émergence de l'économie verte. Il en existe d'autres, certaines plus opaques, qui peuvent aussi permettre d'apercevoir la nature des défis à surmonter pour réaliser cette transition.

En qualité de ministres et représentants des gouvernements, vous demandez au PNUE de passer en revue l'état de l'environnement mondial. La publication UNEP Year Book 2008 que nous présentons ici à Monaco fait partie de cette collaboration et de notre responsabilité.

Le rapport GEO4 publié en octobre dernier a été notre publication phare de 2007. Ses résultats sont graves et préoccupants. Ses conclusions d'ensemble soulignent que malgré quelques succès, la réponse internationale aux défis du développement durable échoue tout simplement à contrebalancer la vitesse et l'ampleur du changement.

- En 1987, on considérait qu'environ 15 pour cent de la ressource halieutique mondiale avait disparu. Selon GEO4, le chiffre aurait doublé pour atteindre 30 pour cent.

- Il y a vingt ans, environ un cinquième de la ressource halieutique aurait été surexploitée. Aujourd'hui ce serait près de 40 pour cent.

- Plus de deux millions de personnes dans le monde pourraient mourir prématurément du fait de la pollution de l'air, extérieure comme intérieure.

- L'utilisation intensive des terres, qui contribue à leur dégradation, à l'érosion des sols, à la raréfaction de l'eau, à l'appauvrissement des nutriments et à la pollution, a augmenté. En 1987, le rendement à l'hectare était de 1,8 tonne. Aujourd'hui il est de 2,5 tonnes.

- En Amérique latine et dans les Caraïbes, la désertification – résultat de la déforestation, de l'élevage intensif et de l'irrigation inadéquate – touche un quart de la région.

- Les ressources d'eau douce diminuent. D'ici 2025 près de deux milliards de personnes risquent de connaître une pénurie d'eau « absolue ».

- Les populations de vertébrés d'eau douce ont diminué en moyenne de près de 50 pour cent depuis 1987 et les espèces terrestres et marines d'environ 30 pour cent.

- Environ 40 pour cent des grands estuaires des États-Unis, y compris ceux versant dans le Golfe du Mexique et la baie de Chesapeake, souffrent d'eutrophisation. Par manque d'oxygène, ces eaux peuvent devenir des zones mortes à cause de la concentration d'azote.

- Dans les Caraïbes, plus de 60 pour cent des récifs coralliens sont menacés par la sédimentation, la pollution et la surpêche.

La publication de GEO4 a constitué un moment déterminant dans le travail scientifique du PNUE, précisant l'articulation avec le programme de travail actuel et la version préliminaire de la Stratégie à moyen terme. Le rapport GEO4 a véritablement capté l'humeur ambiante. En guère plus d'un jour, GEO4 a fait la manchette de plus de 200 grands journaux dans le monde, sans compter les programmes de télévision et de radio de tous les continents, comme l'émission en deux parties du Earth Report de BBC World. Même le Times de Londres observe dans son éditorial au sujet de GEO4 : « Prophets of doom are ten a penny but this time it is serious. »

GEO4 DANS LES MEDIAS

« L'espèce humaine est menacée », première page de Le Devoir ; « La planète est dans un état critique », titre de Le Soir.

« Natural decline hurting lives », BBC ; « La humanidad en grave riesgo », La Jornada, Mexique ; « Environment Woes Threaten Survival of Humans-GEO4 », Financial Times.

« UN Warns of Rapid Environmental Decay », NY Times ; « Progress Comes at Cost. But All not Lost yet », China Daily ; « Abominable Footprints », Times of India ; « 5 Millionen Umwelttote schon jetzt », TAZ, Allemagne.

Nous sommes donc peut-être en train de prendre le virage du changement climatique et de faire la transition et la transformation vers une économie à un niveau crucial. Mais GEO4 souligne que l'économie verte restera élusive si nous ignorons les plus gros enjeux et continuons de ruiner notre capital naturel et ses dérivés.

L'economie Verte : Mise En Œuvre Du Programme De Carthagene Et Du Plan Strategique De Bali

Pour que le PNUE remplisse son mandat, assume pleinement ses responsabilités et réponde à la demande croissante d'assistance, il doit poursuivre son processus de réformes

Pour que le PNUE remplisse son mandat, assume pleinement ses responsabilités et réponde à la demande croissante d'aide, il doit poursuivre son processus de réformes. J'ai déjà indiqué quelques-unes de nos orientations, de nos actions et de nos principaux accomplissements à ce jour. Mais d'autres transformations du PNUE sont nécessaires que je demande à ce forum des ministres de l'environnement de prendre en considération aujourd'hui et dans l'avenir proche.

Dans le programme de Carthagène de 2002, la préférence est donnée à une meilleure utilisation des structures existantes. Ce sujet était central aux débats. Il est également au cœur de mes priorités.

Voici quelques nouveaux développements.

Une plus grande cohérence des prises de décisions internationales en matière d'environnement

Au dernier Conseil d'administration/FMME à Nairobi, nous avons invité cinq dirigeants d'agences onusiennes à participer aux consultations ministérielles et institué des sessions, sous forme de table ronde, afin d'améliorer et d'augmenter le niveau d'engagement. J'ai moi-même été invité aux conseils de gouvernance de l'ONUDI, de l'OMT, d'ONU-HABITAT et du BIT.

Nous procéderons de la même manière ici à Monaco et ferons appel à des personnalités du monde des affaires, de la finance, des syndicats, de la société civile et de l'industrie pour faciliter le débat sur le thème de la mobilisation financière.

Le renforcement du rôle et de la situation financière du PNUE

En 2007, j'ai mis sur pied une équipe de mobilisation des ressources. Le PNUE est à jour dans la perception des contributions au Fonds pour l'environnement estimées à 80 millions de dollars, mieux que les 69,2 millions de dollars pour 2007 et les 59 millions de dollars pour 2006.
En 2007, plusieurs pays ont versé pour la première fois leur contribution régulière ou renouvelé leurs paiements en fonction de l'échelle indicative volontaire des contributions, notamment l'Équateur, Haïti et le Monténégro, nouvel État-membre des Nations Unies.

Les Pays- Bas ont augmenté leur contribution régulière qui est passée de 6,2 millions de dollars en 2006 à plus de 10,2 millions de dollars en 2007.

L'Italie a augmenté sa contribution régulière qui est passée de 4,1 millions de dollars en 2007 à 11,6 millions de dollars en 2008.

Contributions to Unep's Environment Fund 2000 - 2007

	2000	2001	2002	2003	2004 *	2005 *	2006 *	2007**
Contributions and pledges USD	41 mil	44.1 mil	48.3 mil	52.6 mil	59.5 mil	59.6 mil	59.0 mil	69.2mil

* includes pledges ** includes pledges and estimates

En 2007, plusieurs des principaux pays donateurs ont redirigé tout ou partie de leur soutien au profit du Fonds de l'Environnement, en augmentant leurs contributions bien au-delà du niveau proposé par l'échelle indicative volontaire des contributions

La Grande Bretagne a conclu un accord de principe avec le PNUE pour verser une contribution régulière additionnelle fournie par le ministère du développement international, le DFID. Pour la période 2008-2011, l'équivalent d'environ 11,8 millions de dollars sera versé en livres sterling au total, en plus de la contribution régulière de 8,5 millions de dollars de 2007.

La Norvège, en plus d'augmenter sa contribution régulière en 2008, envisage un nouvel accord de coopération novateur et flexible qui pourrait apporter un soutien additionnel de près de 40 millions de dollars en couronnes norvégiennes pour 2008-2009 affectés aux priorités thématiques transversales du PNUE.

La Suède et le PNUE prévoient de signer un accord-cadre pour les années 2008-2010. Cet accord couvrira à la fois le soutien apporté au Fonds pour l'environnement et les contributions additionnelles ; il englobera tous les organes du gouvernement suédois.

Je crois que ces développements favorables sont des signes tangibles de la confiance grandissante en la légitimité de cette institution, en sa capacité à définir ses orientations stratégiques d'une manière ouverte, transparente et globale et à accomplir son programme de travail et ses réformes internes. Ils accroissent également significativement la capacité du PNUE à mettre en œuvre le Plan stratégique de Bali pour le soutien technologique et le renforcement des capacités.

Le détail de toutes les contributions versées au PNUE en 2007 figure dans le Rapport annuel du PNUE de 2007.

L'amélioration de la coordination et de l'efficacité des AME

Nous avons créé une équipe de gestion des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et désigné un point de contact pour ceux qui sont administrés par le PNUE afin de mieux répondre à leurs besoins et à leurs préoccupations. Il existe maintenant un dialogue plus régulier entre le Directeur exécutif et les secrétariats exécutifs des AME au sujet des questions d'orientation et de programme.

Il est tout aussi important de noter que le PNUE associe pleinement les secrétariats des AME à toutes ses nouvelles initiatives relatives aux ressources humaines. Les fonctions du point de contact des MAE permettent que les décisions soumises à l'approbation du Directeur exécutif soient examinées rapidement. Nous avons

également consulté les secrétariats de ces AME pour l'élaboration de la Stratégie à moyen terme.

Le renforcement des capacités, les transferts de technologies et la coordination au niveau des pays, pilier environnemental du développement durable

Le Plan stratégique de Bali a fourni au PNUE un nouveau corpus d'objectifs ambitieux. Je suis heureux de vous annoncer que ces objectifs ont dépassé le stade des intentions. En 2007, nous avons vu de nouvelles manifestations concrètes sur le terrain. Par exemple, par notre participation au Fonds ODM du PNUD, le PNUE a, en 2007, accru son soutien aux objectifs du Plan stratégique de Bali en collaborant à 15 nouvelles initiatives dans 15 pays. En 2007, le PNUE s'est également engagé à contribuer pleinement à l'initiative pilote « Une ONU », renforçant en cela dans huit pays son travail sur les objectifs liés au Plan stratégique de Bali.

Une évaluation environnementale complète des sites affectés par l'industrie pétrolière dans la région des Ogoni du delta du Niger au Nigéria a été lancée en novembre, en collaboration avec le PNUD. Elle fait suite à une demande de la République fédérale du Nigéria et constitue une partie du processus de paix et de réconciliation mené par le gouvernement dans les territoires des Ogoni. Une partie de l'évaluation consiste à donner les capacités nécessaires aux autorités locales et de leurs partenaires pour procéder aux évaluations.

Le PNUE et la République de Corée ont signé un accord de plus de 4 millions de dollars pour aider la République populaire démocratique de Corée à faire face à diverses dégradations environnementales.

Un nouveau partenariat avec la République démocratique du Congo a été conclu. Il porte sur le renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles et de la législation à un moment de regain d'intérêt international pour les ressources naturelles de ce pays.

Au Canada en 2007, les pays développés et les pays en développement se sont mis d'accord pour accélérer le gel et l'élimination des hydrochlorofluorocarbones. On sait maintenant que ces substances chimiques détruisent la couche d'ozone et contribuent au changement climatique. Les fonds et l'aide nécessaires aux pays en développement pour atteindre ces objectifs seront apportés par le Protocole de Montréal administré par le PNUE.

En 2007, le PNUE et le PNUD ont renforcé leur Initiative Pauvreté et Environnement en créant conjointement le Service Pauvreté et Environnement qui facilitera la mise en œuvre dans chaque pays. Jusqu'à présent, nous avons recueilli environ 16 millions de dollars, soit la moitié des objectifs du financement demandé aux donateurs pour une montée en puissance de l'initiative. Nous amorçons le lancement de l'initiative dans 12 pays.

Des membres du personnel du PNUE ont reçu une formation sur le fonctionnement du système d'aide au développement onusien afin d'améliorer la capacité du PNUE à être "Unis dans l'action"

Le PNUE et la République populaire de Chine sont en train d'étendre les projets de renforcement des capacités sud-sud, particulièrement au bénéfice de l'Afrique.

En ce qui concerne le renforcement des capacités des négociateurs sur le changement climatique en préparation de la réunion de décembre à Bali, près de 200 fonctionnaires représentant quelque 90 pays ont assisté aux réunions préparatoires PNUE-CCNUCC à Bangkok, Abuja, Panama City et St-Kitts et Nevis.

Dans notre pays hôte, le Kenya, nous avons compilé un rapport détaillé sur l'état de l'environnement à Nairobi accompagné de recommandations pour établir un plan de gestion environnementale, évalué les impacts sur l'environnement et la santé de l'une des plus grandes décharges africaines à Dandora et aidé au pilotage d'un projet de fabrication de braséros utilisant les déchets comme combustible dans le bidonville de Kibéra, dans le cadre du projet en cours du bassin de la rivière de Nairobi.

En outre, des membres du personnel du PNUE ont reçu une formation sur le fonctionnement du système d'aide au développement onusien afin d'améliorer la capacité du PNUE à mettre en œuvre le Plan stratégique de Bali au niveau national.

Je crois que ces exemples illustrent les impacts concrets et mesurables de notre engagement à mettre en œuvre le Plan de Bali.

PAUVRETE ET ENVIRONNEMENT

L'initiative Pauvreté et Environnement PNUD-PNUE remporte de plus en plus de succès au Rwanda et en Tanzanie. Grâce à un soutien financier plus élevé et à de nouveaux donateurs et guidée par le nouveau Service pauvreté et environnement, l'initiative est mise en place dans de nouveaux pays en Afrique (Malawi, Burkina Faso, Libéria, etc.), en Asie (Bangladesh, Bhoutan, Laos, etc.) et bientôt en Amérique latine et aux Caraïbes. L'initiative Pauvreté Environnement PNUD-PNUE est un exemple phare de la coopération inter agences avec une programmation et un budget communs. C'est aussi la traduction de l'engagement du PNUE dans l'initiative pilote « Une ONU » pour les pays d'Afrique.

Une meilleure coordination au sein du système onusien

Le Conseil des Chefs de secrétariat pour la coordination s'est entendu, en octobre, pour transformer l'ensemble du système onusien et ses opérations en vue de neutraliser l'empreinte sur le climat. Cette transformation s'appuiera sur une autre : la revitalisation du Groupe de gestion environnementale, groupe sous l'égide du PNUE que je préside.

Le PNUE a également créé une équipe visant à construire un système des Nations Unies durable (SUN) pour mieux catalyser cet effort de transformation en offrant

des services consultatifs aux gouvernements et à la famille onusienne, afin de répondre aux objectifs du Plan de Bali et d'assumer notre rôle dans l'ONU.

En tant que Directeur exécutif du PNUE je continuerai à tirer le meilleur parti des structures existantes. Elles seront améliorées et renforcées dans toute la mesure du possible. Mais au-delà, quelle route emprunter ? Comment le PNUE réagira-t-il aux nouvelles opportunités et aux nouveaux défis dans les années et les décennies à venir ? Comment le PNUE renforcera-t-il la capacité des gouvernements à atteindre leurs buts et objectifs ?

Il paraît évident que l'environnement, aujourd'hui sur le devant de la scène, ne peut guère reculer à l'arrière-plan

Les opportunités et les défis sont soulignés dans les rapports, tels que ceux du GIEC et de GEO4, mais également dans d'autres travaux comme l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire et les évaluations environnementales post-conflit du PNUE pour l'Irak, le Libéria, le Liban et plus récemment le Soudan, y compris le Darfour.

La question est de savoir si le PNUE peut, même en exploitant intelligemment et efficacement ses structures existantes, répondre pleinement à la feuille de route de Bali et à un plan d'action climatique post 2012, et appliquer le Plan stratégique de Bali.

Le PNUE est-il en mesure d'enrayer la perte de la biodiversité, d'aider à la mise en place d'un réseau représentatif des aires marines protégées, d'appliquer les programmes sur les substances chimiques et les déchets dangereux, de peser dans les débats sur les métaux lourds, et en fin de compte de satisfaire, en collaboration avec ses partenaires, aux Objectifs du millénaire pour le développement connexes à la pérennité de l'environnement ?

Je crois que les gouvernements vont devoir poursuivre leur profonde réflexion sur la route à prendre.

L'objectif central n'est pas de favoriser une économie verte pour elle-même. L'objectif central est de promouvoir le développement, mais un développement plus durable et équitable

Gerer L'economie Verte : La Future Gouvernance Internationale De L'environnement (Ieg)

Il paraît évident que l'environnement, aujourd'hui sur le devant de la scène, ne peut guère reculer à l'arrière-plan. L'environnement émerge aujourd'hui comme une priorité centrale et revitalisée des décisions politiques publiques et de l'avenir des marchés. Il émerge également comme un axe central des réflexions sur la manière d'apporter l'équité, la stabilité et la prospérité au milliard de personnes vivant encore dans une pauvreté extrême.
Le protocole de Carthagène devait s'envisager comme le commencement d'une longue entreprise consistant à développer une compréhension, un engagement et une détermination à assurer la pérennité de l'environnement mondial.

En attendant, le mandat du PNUE comme programme environnemental des Nations Unies consiste à jouer son rôle de première autorité pour coordonner, faciliter et soutenir la réponse à apporter aux opportunités et défis environnementaux actuels.

Je ne peux penser à aucun autre forum que celui-ci où l'on puisse examiner les progrès accomplis et où les ministres de l'environnement de la planète puissent façonner une politique cohérente et mettre en oeuvre un programme qui permette de catalyser les transformations économiques et institutionnelles nécessaires

Plusieurs processus de réforme de la gouvernance internationale de l'environnement sont en cours au Nations Unies. Un processus de consultation informel a été coordonné par les ambassadeurs du Mexique et de Suisse au sein du système onusien. Les résultats de cette consultation informelle ont été examinés en session plénière lors de l'Assemblée générale de novembre 2007.

Entre-temps, l'Unité d'inspection conjointe des Nations Unies a récemment achevé une synthèse de la gestion de la gouvernance internationale de l'environnement au sein du système onusien. D'importantes recommandations relatives à cette gouvernance internationale s'en dégagent, qui concernent notamment les relations entre le PNUE et les accords multilatéraux sur l'environnement.

Plusieurs initiatives informelles ont été lancées par des groupes de gouvernements, lesquels envisagent la gouvernance internationale de l'environnement sous différents angles. Les plus marquantes sont les initiatives coordonnées par les gouvernements du Brésil et de la France.

Nous savons que des milliards de dollars d'investissements publics sont actuellement affectés par des organismes et des mécanismes comme la Banque mondiale et le FEM pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter. Ces niveaux d'investissement nouveaux sont une très bonne nouvelle. Mais l'engagement de sommes si considérables exige que nous soyons certains de disposer des bons systèmes de gouvernance pour les employer.

Sur ce point, nous devrions moins nous attarder sur le choix de l'institution qui reçoit les fonds pour davantage prêter attention à leur utilisation. Plus d'argent investi dans l'économie du passé n'apportera pas les transformations nécessaires. L'utilisation de l'argent nouveau doit être guidée par de nouvelles orientations et de nouveaux partenariats.

Je crois qu'il est grand temps de tisser ensemble tous ces fils. Je ne peux penser à aucun autre forum que celui-ci où l'on puisse examiner les progrès accomplis et où les ministres de l'environnement de la planète puissent façonner une politique cohérente et mettre en œuvre un programme qui permette de catalyser les transformations économiques et institutionnelles nécessaires.

Quel Avenir ? Surmonter Les Barrieres Et Se Mobiliser Pour Une Economie Verte

J'ai mentionné quelques-unes des barrières institutionnelles à une économie verte. Mais il en existe d'autres autour du thème de cette réunion qui sont incontestablement de nature financière et législative. De nombreux documents présentés ici exposent les enjeux en question, celui de l'efficacité énergétique n'étant pas le moindre. Selon certaines estimations, augmenter de plus du double l'efficacité énergétique pourrait jouer un rôle déterminant pour éviter un bouleversement climatique.

Ces dernières années, les progrès et les investissements dans les économies d'énergie des secteurs du transport, de la production d'énergie, de l'industrie et des ménages ont permis de réduire l'intensité de l'énergie consommée de 1 à 1,5 pour cent par an. Selon les experts, si l'augmentation de l'efficacité énergétique pouvait passer à 2,5 pour cent par an dans le monde, il pourrait être possible de faire baisser les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sous la barre des 550 particules par million (ppm) d'ici la fin du siècle.

Pourquoi donc ne pouvons-nous pas le faire maintenant ? Quelles sont les barrières à ce qui semble être des économies énormes et probablement rentables ?

Un autre rapport présenté ici montre comment des politiques et des lois novatrices ont mobilisé des investissements à faible carbone, stimulant l'innovation et faisant apparaître de nouveaux marchés de technologies. L'Allemagne est un bon exemple : des incitations tarifaires ont propulsé le pays au premier rang des constructeurs et exportateurs d'éoliennes.

Dans certains cas, nous devons penser à petite échelle. Le PNUE à travers le FEM vient de lancer un projet pour remplacer le diesel par de petites unités hydrauliques dans l'industrie énergivore du thé en Afrique de l'Est. Mais nous devons aussi penser à grande échelle. Il y a seulement quelques semaines, trois experts de renom ont publié dans Scientific American une évaluation détaillée et chiffrée de ce qu'ils appellent un grand programme solaire pour les États-Unis.

Ils estiment que d'ici 2050 ce programme pourrait fournir près de 70 pour cent de l'électricité de l'Amérique et satisfaire 35 pour cent des besoins énergétiques. L'électricité solaire en surplus serait utilisée pour comprimer l'air et serait conservée dans les couches aquifères, les grottes, etc. et elle servirait au fonctionnement de turbines la nuit.

Selon certains experts, l'énergie dégagée par le soleil dans les régions désertiques serait suffisante pour qu'une zone de 800 kilomètres par 800 du Sahara puisse capter suffisamment d'énergie solaire pour générer toute l'électricité nécessaire aux besoins du monde et même davantage.

Puisque nous pouvons mettre un homme sur la Lune, envoyer des sous-marins sous les glaces polaires et perfectionner les transplantations du cœur et du foie, pourquoi ne pourrions-nous pas capturer la lumière solaire pour la transformer en électricité ou produire de l'hydrogène indéfiniment ?

Ici à Monaco, l'occasion nous est donnée de façonner l'avenir par le jeu des marchés nationaux et mondiaux, selon qu'ils rejettent les intérêts et les aspirations de la société mondiale ou qu'ils y répondent.

Puisque nous pouvons mettre un homme sur la Lune, envoyer des sous-marins sous les glaces polaires et perfectionner les transplantations du coeur et du foie, pourquoi ne pourrions-nous pas capturer la lumière solaire pour la transformer en électricité ou produire de l'hydrogène indéfiniment ?

Le Kenya Postelectoral

Avant de terminer, j'estime important de vous informer brièvement de la situation au siège du PNUE à la suite des élections de décembre au Kenya.

La situation au Kenya a entraîné des difficultés pour nos opérations et notre personnel, en particulier pour la préparation de ce Conseil d'administration et du Forum. Je ne peux que les remercier pour leur professionnalisme, leur engagement et leur courage au cours de ces dernières semaines

Comme la communauté internationale, nous avons été alarmés par la tragédie humaine qui vient de se produire. Mais nous espérons que l'initiative de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et son équipe d'éminentes personnalités africaines, est porteuse de réconciliation et conduira à la paix entre les dirigeants du pays et les Kényans.

J'aimerais également souligner la visite du Secrétaire général Ban Ki-Moon à Nairobi, le 1er février, douze mois jour pour jour après sa première visite à notre siège. Elle a revêtu une grande importance pour le personnel des Nations Unies à Nairobi, qui a constaté sa préoccupation personnelle concernant la situation au Kenya, le peuple kényan et le personnel des Nations Unies.

La situation du pays a entraîné des difficultés pour nos opérations et notre personnel, en particulier pour la préparation de ce Conseil d'administration et du Forum. Je ne peux que les remercier pour leur professionnalisme, leur engagement et leur courage au cours de ces dernières semaines.

Je souhaite également remercier très sincèrement tous les membres du Comité des représentants permanents. Malgré les pressions supplémentaires sur les ambassades et les Hauts commissariats le mois dernier, les membres du Comité ont continué à venir à Gigiri pour travailler avec le Secrétariat aux préparatifs de ce sommet.

La situation restant instable au Kenya, nous avons, en collaboration avec nos collègues des Nations Unies à Nairobi et à New York, pris certaines mesures pour répondre à deux objectifs : poursuivre notre travail et être préparés. Le PNUE reste opérationnel et nous attendons les résultats des négociations et la fin complète des violences et des souffrances.

Departs Et Arrivees

Pendant plus de dix ans l'organisation du Conseil d'administration de PNUE et du Forum ministériel mondial sur l'environnement n'aurait pas été possible sans la patience, la compétence et le tact de beaucoup de personnes, mais par-dessus tout, d'une en particulier.

Beverly Miller est Secrétaire des organes de gouvernance et nous la connaissons tous. Mesdames et Messieurs, c'est aujourd'hui son dernier conseil et son dernier forum avant qu'elle ne prenne sa retraite plus tard cette année. Beverly est entrée au PNUE en mars 1988, comme administratrice de programme hors classe. Elle a servi le PNUE dans de multiples responsabilités avant d'assumer ses présentes fonctions. Auparavant, Beverly était bien connue du PNUE, car elle était directrice du ministère de la conservation des ressources naturelles de Jamaïque, et avait

auparavant participé à sa création en 1975. Au nom du PNUE, j'aimerais vous remercier, Beverly, pour tout ce que vous avez fait et accompli pour l'organisation, les États-membres et l'environnement.

Mais l'esprit des Caraïbes ne disparaîtra pas à Nairobi. Angela Cropper, notre nouvelle Directrice exécutive adjointe, citoyenne de Trinité-et-Tobago, vient juste de prendre ses fonctions au PNUE. Angela Cropper succède à Shafqat Kakakhel, parti à la retraite après neuf années de service dévoué comme Directeur exécutif adjoint du PNUE. Je souhaite souligner l'appréciation du PNUE et ma profonde gratitude pour le soutien exceptionnel de Shafqat Kakakhel durant ces années.

Ce poste est une fonction-clé de direction et de gestion au sein du PNUE, central au succès et à la future orientation de cette organisation. Je suis donc reconnaissant au Secrétaire général de la nomination d'Angela Cropper qui apporte à ce poste son intelligence reconnue, sa grande expérience concernant l'environnement et le développement durable, ses remarquables qualités de gestionnaire et son habileté diplomatique naturelle à un tournant important pour l'évolution de l'organisation. Je crois qu'en qualité de Directrice exécutive adjointe et de Sous-secrétaire général des Nations Unies, Angela Cropper représente une transformation de plus au-delà de toutes celles que j'ai mentionnées. Je vous prie d'accueillir Angela Cropper à son premier Conseil et Forum, le premier de beaucoup d'autres j'espère.

J'ai commencé par la mobilisation de la société ; peut-être puis-je terminer par là aussi. La Journée mondiale de l'environnement du 5 juin est LA journée de l'environnement des Nations Unies. C'est donc aussi votre journée.

En 2007, c'est la Norvège qui a accueilli cette manifestation avec pour thème : « La fonte des glaces – une question brûlante ? » La journée a été célébrée dans le monde entier, pas seulement par quelques pays, mais presque dans une centaine. En Inde seulement, près de 95 villes et villages y prirent part tandis que dans un pays développé comme la Grande- Bretagne plus de 60 manifestations eurent lieu.

Cette année, la Nouvelle-Zélande sera l'hôte principal sous le thème visionnaire « CO_2 non à la dépendance » . La Nouvelle-Zélande n'a pas été choisie par hasard. C'est l'un des quelques rares pays à s'être engagé vers une économie neutre en carbone, avec notamment le Costa Rica et la Norvège. Ainsi ces pays sont des exemples montrant qu'une économie verte n'est pas un rêve mais un signe des temps. Nous commençons à dépasser la phase pilote. Aujourd'hui nous commençons à constater des mutations capables d'aboutir à une réelle transformation.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Lorsque nous quitterons Monaco dans trois jours, j'aimerais penser que nous partirons avec un sentiment d'espoir raisonnable concernant la manière dont notre programme d'action – Environnement pour le développement – peut accélérer la transformation dont il a été question ici.

La Nouvelle-Zélande sera l'hôte principal de la Journée mondiale de l'environnement sous le thème visionnaire "CO2 non à la dépendance". C'est l'un des quelques rares pays à s'être engagé vers une économie neutre en carbone, avec notamment le Costa Rica et la Norvège. Ainsi, ces pays sont des exemples montrant qu'une Economie Verte n'est pas un rêve mais un signe des temps

Le secteur privé bouge. Il se tourne maintenant vers les gouvernements pour définir et mettre en place les structures politriques et réglementaires qui contribueront à façonner les nouveaux marchés, les incitations et les instruments fiscaux qui, soit accélèreront la transition vers une Economie Verte, soit la jetteront aux oubliettes

Des centaines de milliards de dollars sont aujourd'hui investis dans des technologies énergétiques propres et renouvelables. Des milliers de milliards supplémentaires attendent d'être affectés. Qu'ils soient dirigés dans l'économie de demain qui se dessine aujourd'hui ou canalisés dans les technologies polluantes du passé dépend en grande partie des décisions que vous, ministres et représentants de vos gouvernements, allez prendre dans les jours, les mois et les années à venir.

Le secteur privé bouge. Il se tourne maintenant vers les gouvernements pour définir et mettre en place les structures politiques et réglementaires qui contribueront à façonner les nouveaux marchés, les incitations et les instruments fiscaux qui, soit accéléreront la transition vers une économie verte, soit la jetteront aux oubliettes.

Le rôle du PNUE est d'apporter son soutien, à vous en qualité d'États-membres, à la plus large communauté de la société civile, au secteur privé et aux organisations onusiennes ou extérieures pour faire des choix éclairés et favorables aux transformations.

L'objectif central n'est pas de favoriser une économie verte pour elle-même. L'objectif central est de promouvoir le développement, mais un développement plus durable et équitable.

Le programme d'action environnemental du 21e siècle devient partie intégrante du plan d'action de développement économique et social de ce siècle. Car, en se préoccupant des déchets dangereux, du déclin des écosystèmes, du changement climatique et des autres vastes questions ayant trait au développement durable auxquelles nous sommes confrontés, nous nous attaquons essentiellement aux injustices de la pauvreté, de l'insécurité et de l'instabilité que nous devons terrasser pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.

Le PNUE, votre principal partenaire et prestataire de services pour l'environnement des Nations Unies, est en train de se réformer rapidement pour relever ces défis. Par son recentrage sur la Stratégie à moyen terme, par l'accroissement d'environ 30 pour cent du Fonds pour l'environnement de 2006 à 2008, le renforcement de son partenariat avec la famille onusienne et son engagement avec la société civile et le secteur privé, le PNUE peut devenir un exemple d'une entité onusienne efficace, efficiente et réactive.

Je vous remercie.